

2024

ANNALES

Épreuve - ESH

CONCOURS  
ECRICOME  
PREPA

FILIÈRE ÉCONOMIQUE  
ET COMMERCIALE  
VOIE ECG

## SOMMAIRE

ESPRIT DE L'ÉPREUVE .....	PAGE 3
BARÈME DE CORRECTION .....	PAGE 5
RAPPORT DE CORRECTION .....	PAGE 8
1. STATISTIQUES	
2. ÉLÉMENTS DE CORRECTION	
3. PLANS POSSIBLES	
4. ERREURS DES CANDIDATS	
5. BONNES IDÉES DES CANDIDATS	
6. REMARQUES GÉNÉRALES	

## ESPRIT DE L'ÉPREUVE

L'enseignement d'Économie, Sociologie et Histoire (ESH) vise à apporter aux étudiants les instruments d'analyse et de compréhension du monde contemporain. Pour cela, il associe trois approches complémentaires : la science économique ; l'histoire de la pensée et des faits économiques et sociaux ; la sociologie.

Cette matière a pour ambition de développer les compétences de synthèse, d'analyse et d'argumentation des étudiants. Ceux-ci doivent maîtriser les principaux concepts, mécanismes et modèles de l'analyse économique (notamment de la microéconomie et de la macroéconomie), savoir mobiliser et mettre en perspective de façon pertinente les principaux phénomènes économiques et sociaux depuis le début du XIXe siècle et maîtriser les éléments de base, les méthodes et démarches de la sociologie, plus particulièrement celles de la structure sociale, des modes de vie et des organisations.

L'étude des fondements et des analyses théoriques de l'économie et de la sociologie ne doit pas faire perdre de vue la dimension historique. Il s'agit, dans une perspective dynamique, d'expliquer les faits économiques et sociaux par l'analyse mais aussi d'éclairer l'analyse par les faits.

Les sujets portent sur un programme structuré en quatre modules semestriels :

- Le premier module présente les bases et les méthodes essentielles de l'économie (de la microéconomie notamment) et de la sociologie ; il introduit une histoire de la pensée économique et sociologique.
- Le deuxième module traite de la croissance et du développement depuis le début du XIXe siècle.
- Le troisième module est consacré à l'étude de la mondialisation.
- Le quatrième module est centré sur les modèles macroéconomiques, sur les déséquilibres et l'action des pouvoirs publics.

L'épreuve dure 4 heures. Le candidat a le choix entre deux sujets de dissertation.

L'intitulé du sujet comporte des termes, concepts qu'il s'agit de définir le plus précisément possible dès l'introduction. Celle-ci doit comporter tout d'abord une accroche dont le but est de susciter l'intérêt pour la question proposée au candidat. Il peut s'agir d'un rappel historique, d'une citation, d'un fait d'actualité en lien avec le sujet. En revanche, on évitera d'apporter des réponses avant même l'annonce de la problématique. Le candidat doit ainsi résoudre un problème qui peut prendre la forme d'une question ouverte, d'une affirmation, d'une citation qu'il convient d'analyser.

On attend donc du candidat qu'il propose une démonstration et non une simple narration. L'organisation de l'argumentaire doit apparaître dans une annonce claire, précise du plan choisi. La taille de l'introduction doit être raisonnable.

Le développement comportera deux ou trois parties, elles-mêmes composées de plusieurs sous-parties. Le candidat doit veiller à soigner la transition entre les parties, rendre visible la construction de son exposé. Les arguments devraient associer au mieux un raisonnement, une référence (auteur, ouvrage) et un fait historique approprié. Cependant, il s'agit d'éviter deux écueils : le développement ne doit pas être un catalogue de théories mal expliquées, mal justifiées qui ne peuvent remplacer une réflexion autonome. À l'inverse, un exposé sans théories témoigne généralement d'un niveau de connaissances modeste.

Les analyses théoriques peuvent être présentées aussi grâce à des graphiques appropriés mais à la condition qu'ils soient correctement maîtrisés et expliqués. On pense, par exemple, au modèle IS-LM-BP lorsque les sujets portent sur les crises, les politiques conjoncturelles. En réalité, il existe bien d'autres graphiques susceptibles d'appuyer une analyse. Là encore, il convient de ne pas tomber dans l'excès : la dissertation ne saurait être une succession de graphiques.

Le jury est aussi très attentif au niveau de connaissances historiques. En effet, pour résoudre le problème proposé, il est nécessaire d'avoir retenu les leçons du passé. En outre, le candidat doit éviter de concentrer sa réflexion sur la seule histoire économique et sociale française.

La conclusion doit être l'objet de la même attention que l'introduction. C'est le moment de rappeler quelques points clefs et de montrer au correcteur que le sujet proposé invite à d'autres prolongements.

Enfin, le candidat doit absolument soigner la copie (calligraphie). Il faut éviter les fautes d'orthographe, de grammaire, de style. Certes, il n'y a pas de barème officiel dans ce domaine mais le correcteur est nécessairement sensible aux efforts réalisés pour rendre la copie agréable à lire.

## BARÈME DE CORRECTION

**Sujet n°1 : « La consommation, moteur principal de la croissance depuis le XIXe siècle ? ».**

### Notes de 0 à 07/20

- Réponse inadaptée parce que le candidat ne comprend pas le sens du sujet. Le candidat décrit par exemple la consommation des Français au fil du temps.
- Quelques connaissances très faibles ou hors sujet. Des confusions comme la consommation assimilée à la demande.
- Graves défauts de forme : construction et orthographe défailtantes, écriture illisible, nombreuses ratures.
- Incapacité à proposer une problématique et un plan clair.
- Le candidat récite des bribes de cours autour de la consommation. L'exposé est essentiellement narratif.
- La copie contient de nombreuses erreurs factuelles grossières.

### Notes de 8 à 14/20

- La forme est respectée (introduction, deux ou trois parties bien identifiées, conclusion).
- L'introduction est complète (accroche, définitions, problème, annonce du plan).
- Le candidat présente les conséquences de la consommation sur la croissance avec une approche théorique sommaire. Le candidat cherche à démontrer des arguments et non à raconter une histoire de la consommation ou de la croissance.
- Le/les graphiques présentés sont encore mal maîtrisés, mal expliqués ou plutôt inadaptés.
- L'approche factuelle reste centrée sur la période la plus récente alors que l'intitulé invite clairement à s'interroger sur le rôle de la consommation depuis le XIXe siècle.

### Notes au-delà de 15/20

- Le sujet est très bien compris.
- L'introduction est complète avec une accroche très pertinente.
- La forme est soignée : très peu de fautes d'orthographe, de grammaire, style clair.
- L'argumentaire est riche et pertinent.

- Le/les graphiques renforcent bien le raisonnement, la théorie.
- Les références comprennent l'auteur, le titre de l'ouvrage (et la date), elles sont bien expliquées.
- Chaque sous-partie associe au mieux raisonnement, référence théorique et exemple historique.
- Le candidat fournit des éléments factuels précis, puisés dans l'ensemble de la période proposée *i.e.* du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours.

## Sujet n° 2 : « Faut-il lutter contre les délocalisations ? »

### ▪ Notes de 0 à 07/20

- Réponse inadaptée parce que le sens du sujet n'est pas compris. Le candidat analyse par exemple les forces et faiblesses de la mondialisation ou du protectionnisme.
- Quelques connaissances très faibles ou hors sujet. Des confusions entre délocalisation et Investissement Direct à l'Étranger ou encore délocalisation et externalisation
- Défauts de forme : construction et orthographe défailtantes, écriture illisible, nombreuses ratures.
- Incapacité à proposer une problématique et un plan clair.
- Le candidat récite des bribes de cours sans manifestement l'avoir compris.
- La copie contient de nombreuses erreurs grossières (dates, chiffres, noms, théories). Le candidat considère, par exemple, que les délocalisations se font nécessairement vers les pays en développement. Le propos est caricatural : « avec les délocalisations, toutes les usines ferment dans les pays développés ».

### ▪ Notes de 8 à 14/20

- La forme est respectée (introduction, deux ou trois parties bien identifiées, conclusion.)
- L'introduction est complète (accroche, définition, problème, annonce du plan)
- Le candidat ne présente qu'une partie des arguments et aborde les débats avec une approche théorique sommaire. Le candidat essaie de démontrer des arguments, il ne récite pas simplement une histoire de la désindustrialisation et des relocalisations.

- Le/les graphiques présentés sont encore mal maîtrisés, mal expliqués ou plutôt inadaptés.
  - L'approche factuelle reste centrée sur la période la plus récente et les pays développés ; pas ou guère d'exemples précis, concrets.
- **Notes au-delà de 15/20**
- Le sujet est très bien compris.
  - La forme est soignée : très peu de fautes d'orthographe, de grammaire, style clair.
  - L'argumentaire est riche et pertinent.
  - Le/les graphiques renforcent bien le raisonnement, la théorie.
  - Les références comprennent l'auteur, le titre de l'ouvrage (et la date).
  - Chaque sous-partie associe au mieux raisonnement, référence théorique et exemple historique.
  - Le candidat fournit des éléments factuels précis et puisés dans l'ensemble de la période proposée *i.e.* du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours.

## RAPPORT DE CORRECTION

### 1. STATISTIQUES :

3080 candidats ont composé cette année. Les notes se répartissent ainsi :

- **Sujet n° 1** : 1034 copies (**33,6%**). Moyenne : **9,73/20** Médiane : 9/20 Écart type : 3,61  
25% des copies ont obtenu moins de 7/20. 25 % des copies ont obtenu plus de 12/20.
- **Sujet n° 2** : 2046 copies (**66,4%**). Moyenne : **11,66/20** Médiane : 12. Écart type : 3,47  
25% des copies ont obtenu moins de 9/20. 25% des copies ont obtenu plus de 14/20.

Les candidats ont été plus nombreux à choisir le sujet **2**. Les copies témoignent, en général, d'assez bonnes connaissances. Les analyses relatives à l'organisation de la production dans la mondialisation sont généralement connues. En revanche, peu de copies ont vraiment examiné la **réelle nécessité**, ou non, de s'opposer aux délocalisations.

Le sujet **1** concernant le rôle de la consommation dans la croissance a sans doute gêné davantage les candidats car les connaissances nécessaires étaient présentes dans plusieurs chapitres du programme de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> année.

En réalité, ce sujet était tout aussi abordable. Une bonne connaissance de l'histoire de la croissance, de l'évolution des niveaux de vie permettait de mettre assez facilement en relief les liens entre la consommation et la croissance.

On remarquera que la moyenne des deux sujets est nettement différente. L'écart-type est à peu près identique. Insistons encore sur la nécessité de prendre un peu de temps au début de l'épreuve pour faire un choix réfléchi entre les deux sujets.

### 2. ÉLÉMENTS DE CORRECTION.

- **Sujet n°1 : « La consommation, moteur principal de la croissance depuis le XIXe siècle ? ».**

Ce sujet porte sur le programme des deux années.

**Comme toujours, le candidat devait préciser dans l'introduction les définitions des notions centrales du sujet :**



- La **consommation** (finale) est l'acte d'un agent qui utilise des biens et services. Le candidat pouvait aussi préciser les notions de consommations intermédiaires, consommations collectives.
- **La croissance** correspond à « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs longues périodes d'un indicateur de dimension ; pour une nation : le produit global brut ou net en termes réels » (F. PERROUX)

Le candidat devait **analyser les conséquences dans le temps** de la consommation sur la croissance. La difficulté résidait dans la capacité à montrer que si de nos jours, la croissance repose largement sur la consommation, cela était moins vrai au XIXe siècle, dans l'entre-deux-guerres.

Voici une liste, **non-exhaustive**, d'arguments que les candidats pouvaient aborder.

- **Des références théoriques variées :**
  - La consommation a un rôle essentiel à travers l'**effet d'accélérateur** (Albert AFTALION, 1913) qui, combiné avec l'**effet multiplicateur** (modèle HANSEN-SALMUELSON) permet d'observer qu'une augmentation de la demande de consommation provoque une hausse de l'investissement et ainsi de la production.
  - On pouvait mobiliser les **modèles IS-LM-BP, OD-DG** : une augmentation de la demande de consommation aboutit à un déplacement de DG vers la droite. Cela signifie un niveau de PIB (Y) plus important *i.e.* de la croissance (à condition que OG ne soit pas verticale).
  - Pour souligner le rôle de la consommation, les candidats devaient évoquer des approches variées comme naturellement celle de KEYNES qui analyse le poids de la **consommation comme élément de la demande anticipée** par les producteurs mais aussi celle de MARX qui affirmait « *qu'une société ne peut cesser de produire non plus que de consommer. Considéré, non sous son aspect isolé, mais dans le cours de sa rénovation incessante, tout procès de production social est donc en même temps procès de reproduction* ».
  - Il était pertinent de mobiliser aussi l'approche de l'**école de la régulation** (AGLIETTA, BOYER) qui analyse la **cohérence entre production de masse et consommation de masse**.
  - Le modèle de R. GOODWIN (1967) pouvait être lui aussi cité : le cycle de l'activité repose sur le **partage de la valeur ajoutée** des entreprises entre **salaires** (qui permettent la **consommation**) et **profits** qui financent l'**investissement**.
- **Des repères historiques devaient apparaître pour illustrer les analyses théoriques.**
  - **La consommation n'a pas joué un rôle majeur au XIXe siècle** même si la belle époque constitue une embellie, en raison de la diffusion de nouveaux produits (bicyclette, automobile), de la mise en place de réseaux d'eau, de gaz, d'électricité et de transport urbain, de la diversification des budgets des ménages, de l'essor de nouvelles formes de

commerce, de la publicité et des crédits ainsi que de l'apparition de nouveaux loisirs (cinéma). Il n'est cependant pas encore question de consommation de masse (Jean-Claude DAUMAS, *La révolution matérielle. Une histoire de la consommation*, (2018)). Pour la majeure partie de la population, la faiblesse des revenus n'autorisait pas un accès à une consommation massive, diversifiée.

- **L'ère de la consommation de masse**, 5<sup>e</sup> étape de la croissance selon ROSTOW, ne débute qu'entre les deux-guerres aux USA, à la fin des années 1940 en Europe. Cette fois, la consommation devient un moteur puissant. Selon KEYNES (*Comment payer la guerre*, 1940), la guerre a aussi détruit l'appétence pour l'accumulation qui avait été la condition du développement économique au XIX<sup>e</sup> siècle, et a discrédité **l'épargne**. Celle-ci n'est plus qu'**un résidu de la consommation**, devenue le moteur principal de l'économie post 1945. L'État providence (à travers les **prestations sociales**), la montée des classes moyennes **salariées**, autant de facteurs qui **ont soutenu une consommation** au service de la croissance.
- **À partir du milieu des années 1970, poursuite du déclin des consommations primaires** (alimentation, habillement), différenciation des attentes et des goûts, accroissement de la part des dépenses préengagées (logement, assurances, abonnements), généralisation de la marchandisation des besoins, **conscience de l'urgence écologique**. **La consommation de masse s'est donc transformée** : effritement de la société salariale (montée du chômage, des emplois précaires et du sous-emploi), **stratégie de stimulation de la demande** fondée sur le renouvellement des produits et de la variété, relance de l'américanisation à travers de nouveaux objets (Mc Donald, Apple, Nike) ou services (GAFAM, Starbucks, Airbnb, Uber), crise de l'hypermarché, mais aussi déplacement des inégalités, avec l'éclatement des classes moyennes, la fragmentation des classes populaires, à travers l'opposition entre salariat stable, protégé, et précaire, le développement chez les ménages aux revenus modestes, d'une consommation de survie et l'émergence de consommations alternatives. On est passé aussi d'une **consommation d'équipement** (automobile, électroménager...) à une **consommation de renouvellement**.
- **Dans les crises récentes, les États ont soutenu le moteur qu'est la consommation par l'injection de « carburant »** à travers une politique de redistribution souvent généreuse en prenant à sa charge le chômage partiel pendant la période de confinement (2020). L'État a permis ainsi de maintenir le pouvoir d'achat des Français, la consommation et la croissance. Mais aujourd'hui, face à la poussée inflationniste, la consommation privée joue le trouble-fête. En dépit des diverses mesures de soutien (bouclier tarifaire, chèque énergie, etc.), le recul du pouvoir d'achat des ménages a déclenché une dépense privée en berne, et avec elle la croissance du PIB.

- **La consommation est un moteur de la croissance sous certaines conditions :**

- En effet, la consommation est elle-même le résultat d'un mouvement général : c'est **l'investissement** des entreprises. Rappelons que si la consommation détermine **la**

**croissance, l'investissement en est l'impulsion comme ce fut le cas lors de la Révolution Industrielle.** Ainsi, Walt Rostow affirmait, en 1960, que la phase de décollage économique se caractérise par le passage du taux d'investissement de 5 % à 10 %. Les miracles économiques d'après-guerre en RFA, au Japon s'expliquent d'ailleurs par des taux d'investissement particulièrement élevés.

- Depuis quelques années, force est de constater que **l'investissement des entreprises** s'est imposé dans le PIB. Cette composante est devenue au fil des années **le stimulant de la croissance française**. En outre, elle continue de résister alors même que la conjoncture se dégrade et que les taux d'intérêt progressent. Désormais, l'investissement ne peut plus être évincé par le poids de la consommation.
- Avec la mondialisation, les limites de la politique de soutien à la consommation ont aussi peu à peu émergé. Dans un monde globalisé, soutenir la dépense privée revient à soutenir également les importations. Le multiplicateur des dépenses publiques (dont une partie vise à soutenir la consommation) s'affaiblit d'autant plus que la propension marginale à importer est grande. **La consommation devient alors davantage le moteur des importations que celui de la croissance nationale.**
- Dans un monde ouvert, la consommation **étrangère devient aussi un moteur puissant de la croissance**. Il s'agit donc d'améliorer la compétitivité prix et hors prix de nos biens et services (au risque de pénaliser la consommation intérieure par une dévaluation salariale).
- Enfin, on doit s'interroger aussi sur les effets de **la consommation sur la « soutenabilité de la croissance »**.

## ▪ **Sujet n° 2 : « Faut-il lutter contre les délocalisations ? »**

Ce sujet porte essentiellement sur le programme de deuxième année.

Les candidats devaient analyser la nécessité ou non de s'opposer aux délocalisations. Les meilleurs candidats pouvaient proposer des pistes de réflexion autour de la capacité des États à enrayer ce phénomène délocalisations.

Comme toujours, le candidat devait préciser dans l'introduction la définition de la notion centrale du sujet : FONTAGNE et LORENZI (Rapport du Conseil d'Analyse Économique, 2005) définissent la notion de délocalisation comme : « *le transfert d'activités, de capitaux et d'emplois en des régions du pays ou du monde bénéficiant d'un avantage compétitif* »

François BENAROYA, dans son complément à ce rapport du CAE, propose une typologie entre **délocalisations d'accompagnement** (le fournisseur suit son donneur d'ordre : Valeo arrête sa production en Espagne parce que Volkswagen délocalise une partie de sa production espagnole en Slovaquie), **délocalisations offensives** (concentration de l'entreprise sur son cœur de compétence : Dyson délocalise sa production d'aspirateurs

auprès d'un sous-traitant malaysien) et **délocalisations défensives** (Lafuma délocalise en Chine pour résister à une concurrence débridée).

**Liste, non exhaustive, d'arguments que les candidats pouvaient aborder.**

- Le combat contre les délocalisations ne se justifie pas toujours. En effet, les délocalisations, parfois très médiatisées, restent en réalité un phénomène limité sur les activités concernées et les acteurs (cf chiffres cités). La plupart des chefs d'entreprises sont très **attachés à conserver les activités de R&D sur le territoire national** et cela pour deux raisons : la première tient dans la sécurité technique, la seconde est la volonté de maintenir cette activité vitale près des centres de décision. Ces arguments réduisent donc la portée des délocalisations.
- En outre, ces délocalisations peuvent être bénéfiques lorsqu'elles s'inscrivent dans la **fragmentation de la chaîne de valeur**. Les stades de production les moins rentables ont vocation à être délocalisés conformément « la courbe du sourire » de Stan SHIH. Les délocalisations s'inscrivent dans une **logique ricardienne** où il s'agit de bénéficier des avantages comparatifs de chaque pays. Cette organisation a été impulsée par les entreprises des économies avancées, incitées par la concurrence mondiale à optimiser leurs processus de production par l'externalisation (outsourcing) et la **délocalisation à l'étranger de certaines opérations productive (offshoring)**.
- La lutte contre les délocalisations est vaine dès lors que **les productions des Pays Émergents à Bas Salaires (PEBS) en biens sont facilement transportables**, ou lorsque la production exige une proportion élevée de main-d'œuvre non qualifiée.
- Par ailleurs, les consommateurs, eux, peuvent se réjouir des délocalisations car les prix bas des marchandises importées du Sud **réduisent le niveau des prix à la consommation** dans les pays du Nord, ce qui augmente leur pouvoir d'achat et une diversification de la consommation (loi d'ENGEL...). Cela reste un moyen d'obtenir des produits banalisés à un prix accessible pour tous (textile, véhicules...). Ces délocalisations sont aussi inévitables lorsque les **marchés visés exigent** qu'une partie de la production y soit réalisée.
- La lutte contre les délocalisations ne se justifie pas non plus si on considère que celles-ci **permettent un rattrapage des (PEBS)** comme la Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taiwan ; puis l'île Maurice et les tigres : Malaisie, Indonésie, Philippines, Thaïlande ; puis, le Vietnam ; enfin, avec un effet de masse, la Chine et l'Inde. Plus près de nous, les pays du Maghreb ont un coût du travail plus élevé, mais des coûts de transport plus faibles tandis que les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) offrent la stabilité politique et sociale et un marché porteur, même si les salaires y sont plus élevés.
- En outre, les pays développés ne doivent pas oublier qu'ils bénéficient eux-mêmes de délocalisations (cf l'analyse de MUCHIELLI). AUBERT & SILLARD (Insee, 2005) montraient que **plus de la moitié** des emplois français délocalisés le sont dans des pays développés.

- On a remarqué aussi que ce sont les entreprises qui **délocalisent qui sont les plus performantes**, cf les travaux de NAVARETTI & CASTELLANI (2003) à propos de l'économie italienne (travaux repris dans *Mondialisation, la grande rupture*, Charles-Albert MICHALET, 2007).
- Néanmoins, Michel ALBERT annonçait depuis longtemps les effets négatifs des délocalisations sur l'emploi à travers ce que l'on a intitulé parfois le *théorème de l'ouvrier spécialisé ou O.S.* « Toute entreprise située dans un pays à haut niveau de vie, et dans le secteur manufacturier, et employant une large part de main-d'œuvre peu qualifiée, est vouée à la faillite ou à la délocalisation ».
- Ainsi la lutte contre les délocalisations peut se justifier pour échapper à la concurrence salariale (cf **théorème de STOLPER -SAMUELSON**).
- Des mesures dissuasives peuvent aisément se comprendre lorsque les délocalisations s'apparentent à de **l'exil fiscal** : cas de la délocalisation du siège social. Les politiques publiques comme les crédits d'impôt (2005) ou encore la prime à la relocalisation (2008) peuvent s'avérer utiles.
- La lutte contre les délocalisations peut se justifier aussi au regard des **enjeux écologiques** : limiter les transports bien sûr.
- Cette lutte s'explique encore par le risque de **perte de savoir-faire** au profit des pays d'accueil qui rattrapent alors leur retard. Cela signifie de notre part des **efforts d'innovations** pour améliorer la compétitivité hors prix, conserver un avantage comparatif. Il s'agit donc de fournir des efforts de réindustrialisation en améliorant aussi l'attractivité de nos vieux pays industrialisés (subventions publiques).
- Il existe encore des raisons de **souveraineté** : cela concerne les branches jugées stratégiques comme : - la défense nationale (notamment en lien avec la dissuasion nucléaire) - les activités de cybersécurité, l'industrie aéronautique, spatiale, qui contribuent à la défense nationale ; - l'eau ; - l'énergie ; - les télécommunications ; - le secteur agroalimentaire ; - Les produits pharmaceutiques et les dispositifs de santé. Sarah GUILLOU, dans *la souveraineté à l'épreuve de la mondialisation* (2023), montre que « *la souveraineté est un concept qui s'est imposé dans le débat contemporain, et à juste titre tant la mondialisation - et notamment deux de ses dimensions contemporaines majeures que sont le pouvoir des multinationales et la concurrence technologique - l'a récemment mise en cause. Bien sûr, les États ont toujours joué sur l'ambivalence de leurs relations avec les grands pouvoirs économiques, arbitrant entre régulation de la taille et protection de ces pouvoirs à des fins de puissance politique* ».
- La lutte contre les délocalisations se justifie aussi car même les services (centre d'appel, saisie informatique de réservations, comptabilité...) ne sont plus épargnés (selon El MOUHOUB- MOUHOUD dans *Mondialisation et délocalisation des entreprises*, 2017). Le mythe du pays développé tertiarisé, qui peut prospérer sans son industrie, a vécu.

### 3. PLANS POSSIBLES :

Rappelons que les candidats peuvent présenter des plans en 2 ou 3 parties avec 2 ou 3 s/parties. Vouloir faire absolument une 3<sup>ème</sup> partie peut être dangereux lorsque que cette dernière partie n'est que répétitions ou hors sujet. En outre, il n'existe pas « 1 bon plan » et d'autres qui seraient alors inacceptables. En réalité, un bon plan est celui qui permet de présenter l'ensemble des arguments d'une façon logique, cohérente.

- **Sujet n°1** : un exemple parmi d'autres...

- A. La consommation est assurément un moteur essentiel de la croissance...

- a. Car elle fait partie de la demande anticipée qui détermine le niveau de production et donc de croissance.
- b. D'ailleurs, les politiques de croissance contemporaines passent généralement par un soutien de la consommation des ménages. On en attend des effets multiplicateurs sur la production.
- c. En outre, l'augmentation de la consommation implique aussi un effet d'accélérateur de l'investissement et donc de la croissance.

- B. Mais la consommation est un moteur de la croissance qui ne peut fonctionner correctement que sous certaines conditions :

- a. Il faut des impulsions pour créer et entretenir la consommation : c'est l'investissement, l'innovation.
- b. Il est important aussi de garantir les revenus nécessaires à une consommation de masse : c'est le rôle de l'État providence mais aussi un partage adéquat des fruits de la croissance. Ce n'était guère le cas au XIX<sup>ème</sup>.
- c. Enfin, une consommation qui doit prendre en compte la question écologique.

- **Sujet n° 2** : un exemple parmi d'autres...
  - A. La lutte contre les délocalisations semble s'imposer car
    - a. La question de la souveraineté économique devient incontournable.
    - b. L'industrie nationale doit garder son savoir-faire, sa capacité à innover et ses effets d'entraînement sur les services.
    - c. Il s'agit aussi de conserver les emplois des moins qualifiés, protégés.
  - B. Mais c'est un combat difficile et peut-être inefficace.
    - a. En effet, ce sont les entreprises et non l'État qui décident des délocalisations en fonction des avantages comparatifs et cela ne se limite pas simplement au coût du travail.
    - b. La lutte contre les délocalisations est vaine dès lors que les productions des Pays Émergents à Bas Salaires sont facilement transportables, ou lorsque la production exige une proportion élevée de main-d'œuvre non qualifiée.
    - c. Les délocalisations sont aussi un moyen pour les consommateurs d'obtenir des biens à des prix plus faibles.

#### 4. ERREURS DES CANDIDATS : quelques extraits des rapports des correcteurs

- **Sujet n° 1** :

« certains candidats confondent **demande et consommation...** »

« ce sujet a été l'occasion pour beaucoup de candidats de réaliser **un simple résumé des théories de la consommation** sans pour autant parvenir à entamer une véritable réflexion... »

« moins de 10% des copies parlent de modèle ISLM, **d'accélérateur voire d'oscillateur** au sens de Samuelson... »

« le modèle OG/DG est cité une fois, la référence à l'école de la régulation est absente (la consommation de masse n'est pas mentionnée)... »

« **les aspects historiques sont négligés** voire très souvent absents. Les candidats n'ont pas de connaissances de cette période historique. Les copies commencent en général après 1945. Le XIXème siècle est souvent survolé ou ignoré... »

« des confusions sur le rôle de la consommation au XIXe siècle. **Des confusions également entre consommation et demande**, consommation et investissement, consommation et

*demande extérieure. Trop peu de copies ont pensé à la mise en place de la protection sociale... »*

*« le fait que la consommation ait pu jouer un rôle variable dans la croissance économique en fonction des époques n'a été envisagé que par un nombre très restreint de candidats. Dans cette perspective, l'erreur la plus fréquente a été de donner un rôle majeur à la consommation dès le XIX<sup>ème</sup> siècle. L'ère de la consommation de masse n'a pas suffisamment été prise en compte et analysée. Pour monter en généralité, l'analyse régulationniste fournissait un cadre d'analyse abordé dans seulement quelques copies... »*

*« le XIX<sup>e</sup> siècle n'est donc pas vraiment abordé, peu d'étudiants pensent à la question des salaires, aux modalités du partage de la valeur ajoutée et des gains de productivité. Il n'est pas fait référence au rôle de l'épargne, au fait que ce sont les biens d'équipement qui tirent la croissance. Pour beaucoup le sujet commence donc avec les Trente glorieuses... »*

*« peu de candidats ont mis en avant le lien entre le passage d'une logique de marché de conquête et de primo équipement qui prévaut jusqu'aux années 70 et celle d'un marché de renouvellement qui met à mal la logique fordiste... »*

*« très peu de candidats pensent à mettre en avant les échecs des politiques de relance centrées sur la demande des ménages menées après les chocs pétroliers, en montrant que l'augmentation de la consommation qui en résulte se traduit par la dégradation de la balance commerciale et par l'effritement de la valeur du multiplicateur... »*

▪ **Sujet n° 2 :**

*« lutter contre dans l'intitulé est peu pris en compte ... »*

*« les candidats ont souvent rendu synonymes les termes de désindustrialisation et de délocalisation qui sont évidemment en lien mais qui ne sauraient être équivalents. Beaucoup ont aussi cru que la concurrence chinoise était synonyme de délocalisation vers la Chine... »*

*« les définitions des termes du sujet sont parfois absentes ou souvent bien vagues, (surtout pour les délocalisations). Elles sont parfois décrites comme verticales ou horizontales... »*

*« globalement, ces étudiants confondent délocalisation et IDE – alors que les délocalisations ne sont qu'une forme possible des IDE. Par ailleurs, la présentation d'une typologie des délocalisations est très rare... »*

*« l'écrasante majorité des copies a eu un traitement du sujet du point de vue des PDEM et sur les 30 dernières années, la perspective historique a été gommée. A noter que certains étudiants*



*n'avaient des références que jusqu'aux années 2010 ce qui a biaisé leur lecture et leur traitement du sujet... »*

*« **le XIXème siècle est souvent survolé ou ignoré.** Les délocalisations seraient récentes, les travaux sur les FMN (P. Bairoch) sont inconnus ou absents. De même pour les travaux sur les relocalisations (El Mouhoub Mouhoud)... »*

*« dans l'appréciation des conséquences des délocalisations, le point de vue du pays d'origine tend à être privilégié par rapport à **celui du pays d'accueil ...**»*

*« de nombreux étudiants parlent des « États qui choisissent de délocaliser » alors que les **délocalisations procèdent des stratégies des firmes**, qui font des arbitrages entre coûts et avantages au regard des conditions qui dépendent des choix politiques des États... »*

*« tous les candidats avaient des choses à dire sur la mondialisation (d'où peu de très mauvaises copies), mais **très peu se sont concentrés sur les délocalisations...** »*

## **5. LES BONNES IDÉES DES CANDIDATS : quelques extraits des rapports des correcteurs.**

### ▪ **Sujet n° 1 :**

*« certains candidats ont bien montré que via **l'effet accélérateur et multiplicateur**, c'était bien la consommation qui engendrait l'investissement des entreprises et donc la croissance. De rares candidats ont même pu utiliser le modèle de **l'oscillateur de Samuelson** pour montrer que la consommation influait sur la nature des fluctuations économiques... »*

*« avoir pensé à mobiliser les **consommations collectives** des ménages était une bonne idée... »*

*« certains candidats ont proposé une analyse dynamique des liens entre consommation et production (mise en évidence d'un cercle vertueux) en mobilisant **l'approche régulationniste**, ce qui était intéressant. Des références pointues par ailleurs dans certaines (ex : Verley, Daumas). Enfin, une interrogation critique sur **l'avenir de la consommation de masse** dans un contexte de réinterrogation de la croissance (décroissance, croissance verte...) était bienvenue... »*

### ▪ **Sujet n°2 :**

*« des références à l'actualité (IRA, MACF pour le sujet 2 par exemple) étaient également bienvenues... »*

*« les délocalisations ont été un des éléments de la mondialisation commerciale, et au contraire de nos jours un phénomène à combattre. De plus elles invitent à ne pas confondre la DIPP et*

*les CVM. Ainsi certains candidats (très peu) soulignent que le raisonnement en termes de DIPP n'est pas très pertinent, ce sont les CVM qu'il convient de prendre en compte... »*

*« l'utilisation des travaux de certains auteurs comme S. Jean, S. Guillou, S. Berger, El Mouhoub Mouhoud, La notion de découplage (cf. R. Baldwin) », Les travaux d'Isabelle MEJEAN sur l'eupéanisation des CVM », les trois formes de relocalisations proposées par El Mouhoub Mouhoud... »*

*« mobiliser les mesures les plus récentes face aux délocalisations était judicieux... »*

*« maîtriser des **chiffres précis** faisait une réelle différence... »*

*« on a pu retrouver dans certaines copies l'actualité politique du problème, l'analyse du phénomène de dumping, une typologie des politiques sociales ou structurelles ou encore la distinction **lutte ex ante et lutte ex post**... »*

## **6. QUELQUES REMARQUES GÉNÉRALES : quelques extraits des rapports des correcteurs.**

*« comme les années précédentes, il y a une **tendance à allonger inutilement les introductions**... »*

*« beaucoup de copies disposent **d'introductions trop longues relativement à la taille globale de leur copie** (il n'est pas rare de trouver des devoirs dans lesquels l'introduction représente 25% de la copie du candidat) et de conclusions trop courtes (certains candidats se contentant d'une simple phrase). Ainsi, la forme est une dimension importante de la note des candidats, il serait donc pertinent pour eux de veiller à **assurer un équilibre entre les différentes parties du devoir**...»*

*« le plus étonnant est de constater que des **candidats répondent de façon définitive et péremptoire à une problématique qui n'est pas encore posée**. La dissertation pourrait à la limite s'arrêter là, une réponse a été donnée... »*

*« une suite de questions sans aucun lien dans l'introduction (parfois 6 !!!). **Une seule problématique claire et formulée sous la forme interrogative** serait préférable...d'autant plus que la réponse est souvent absente en conclusion... »*

*« de nombreuses copies font **apparaître le plan de manière très claire** et très pédagogique que ce soit en introduction ou au début de chaque partie. Les candidats qui n'ont pas cette démarche devraient s'en inspirer car cela rend la lecture plus aisée et permet de suivre plus facilement le fil directeur de la copie... »*

« certains candidats cherchent à placer le maximum d'auteurs et de titres d'ouvrages sans forcément **développer les idées centrales** ou les théories de base... »

« il ne suffit pas de citer une œuvre pour faire un argument ; cette année, selon moi, il faudrait indiquer qu'il est tout de même **important de retenir quelques titres d'ouvrages, d'articles et de date**, notamment pour des connaissances « classiques » (Ricardo, Keynes etc.)... »

« ne faut-il pas rappeler que l'épreuve ne se limite pas à une confrontation d'idées/théories mais que les **faits sont là pour valider, ou non**, celles-ci ?! Dans les 2 sujets, on a finalement trouvé peu de faits actuels ou historiques ; et dans celui sur les délocalisations, les exemples d'entreprises faisaient cruellement défauts... »

« trop souvent, **les conclusions sont sacrifiées** (sans doute par manque de temps). Il serait bon, selon moi, de rappeler aux candidats qu'une bonne conclusion permet de bien achever son devoir et entre dans la logique de notation du correcteur. Il manque notamment une réponse claire au sujet posé (qui se confond la plupart du temps avec la synthèse des arguments) et une ouverture... »

« **de plus en plus de copies négligent totalement la forme** tout au long de la copie (avec de multiples ratures, des paragraphes barrés, une écriture difficile à lire, une orthographe peu soignée). Quelques **efforts de relecture** permettraient d'éviter certains de ces défauts (mais peu de candidats relisent et corrigent leurs fautes)... »

« l'orthographe reste défailante dans de nombreuses copies ainsi que la présentation (**astérisques, parties biffées « à main levée » !**)... »